

Pascal SMET

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé de la Mobilité et des Travaux publics

Céline FREMAULT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de  
l'Énergie

Note

Documents du Parlement :  
Session ordinaire 2014-2015  
A-77/1 Projet d'ordonnance  
A-77/2 Rapport  
Compte rendu intégral :  
Discussion et adoption : séance du vendredi 27 février 2015.

Pascal SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
belast met Mobiliteit en Openbare Werken

Céline FREMAULT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

Nota

Documenten van het Parlement :  
Gewone zitting 2014-2015  
A-77/1 Ontwerp van ordonnantie  
A-77/2 Verslag  
Integraal verslag :  
Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 27 februari 2015.

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31188]

**26 MARS 2015. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité.

**Art. 3.** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité**

Vu l'article 151, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier les articles 11bis, alinéas 2 et 3, et 92bis, § 4decies, insérés par la loi spéciale du ...;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en particulier les articles 42 et 63;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réforme institutionnelle pour la communauté germanophone, en particulier l'article 55bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du ...;

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer la cohérence de la politique criminelle et de la politique de sécurité, notamment en prévoyant la participation des régions et communautés aux réunions du collège des procureurs généraux, ainsi qu'une coordination des politiques entre l'État fédéral et les entités fédérées, chacun dans le cadre de ses compétences, à propos du Plan national de Sécurité et de la Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

L'État fédéral, représenté par le premier ministre, la ministre de l'Intérieur et la ministre de la Justice;

La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par leur gouvernement en la personne du ministre-président et du ministre de l'Administration intérieure;

La Communauté française, représentée par son gouvernement, en la personne du ministre-président;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement, en la personne du ministre-président;

La Région wallonne, représentée par le ministre-président;

La Région Bruxelles-Capitale, représentée par le ministre-président;

La Commission communautaire commune, représentée par le ministre-président.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31188]

**26 MAART 2015. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt verleend aan het samenwerkings-akkoord van 7 januari 2014 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid.

**Art. 3.** Deze ordonnantie treedt in werking op 1 juli 2014.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid**

Gelet op artikel 151, § 1, derde lid, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 11bis, tweede en derde lid, en artikel 92bis, § 4decies, ingevoegd bij de bijzondere wet van ...;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikelen 42 en 63;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van ...;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de samenhang van het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid te verbeteren, met name door de deelname van de gemeenschappen en gewesten in het college van procureurs-generaal te voorzien, evenals van een coördinatie tussen de Federale Staat en de deelstaten, ieder in het kader van zijn bevoegdheden, omtrent het Nationaal Veiligheidsplan en de Kadernota Integrale Veiligheid.

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de eerste minister, de minister van Binnenlandse Zaken, de minister van Justitie;

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door hun regering, in de persoon van de minister-president en de minister van Binnenlands Bestuur;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering, in de persoon van de minister-president;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar regering, in de persoon van de minister-president;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president;

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de minister-president;

Il est convenu ce qui suit en fonction de leurs compétences respectives :

### TITRE I<sup>er</sup>. — Objectif général

**Article 1<sup>er</sup>.** Cet accord de coopération vise à améliorer la cohésion de la politique criminelle et de la politique de sécurité, en impliquant plus étroitement les entités fédérées, pour ce qui concerne les matières qui relèvent de leurs compétences, dans ces politiques. Tous les départements concernés contribuent activement à garantir la sécurité de la société.

### TITRE II. — Participation des communautés et des régions aux réunions du collège des procureurs généraux

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** – Les ministres délégués par les communautés et les régions participent aux réunions du Collège des procureurs généraux lorsque ces réunions portent sur des compétences visées à l'article 143<sup>quater</sup> du Code judiciaire ou lorsque le Collège des procureurs généraux se réunit sur invitation du ministre fédéral de la Justice dans le cadre de l'exercice des compétences mentionnées à l'article 143<sup>bis</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, du Code judiciaire et que les questions abordées relèvent des compétences des communautés et des régions.

Ils participent aux réunions du Collège des procureurs généraux lorsqu'elles concernent l'établissement des priorités des directives de politique criminelle en général, étant entendu qu'ils s'expriment chacun par rapport à leurs compétences propres.

§ 2. – Ces réunions ont lieu sur invitation du Collège, du ministre fédéral de la Justice ou à la demande du ministre délégué par les communautés et les régions. Les ministres délégués par les communautés et les régions peuvent demander que des points qui concernent les compétences visées au § 1<sup>er</sup> soient mis à l'ordre du jour de ces réunions.

§ 3. – Ces réunions sont présidées par le ministre fédéral de la Justice.

§ 4. – Le rapport visé à l'article 143<sup>bis</sup>, § 7, du Code judiciaire est également transmis aux gouvernements de communauté et de région.

**Art. 3.** Le Collège des procureurs généraux crée, dans les domaines ayant trait aux compétences des communautés et des régions, des réseaux d'expertise composés de magistrats du parquet fédéral, des parquets généraux, des parquets du procureur du Roi, des auditorats généraux et des auditorats du travail, ainsi que de fonctionnaires et d'experts désignés par le ou les ministres des communautés et des régions en charge de ces matières. Selon le cas, le Collège des procureurs généraux fait soit appel aux réseaux d'expertise déjà existants qui couvrent une matière ayant trait aux compétences des communautés et des régions, soit établit des groupes de travail spécialisés, soit crée de nouveaux réseaux d'expertise.

**Art. 4.** Au sein des réseaux d'expertise ou des groupes de travail spécialisés créés à cet effet par le Collège des procureurs généraux, les fonctionnaires et les experts désignés par le ou les ministres des communautés et des régions en charge des matières visées à l'article 3 participent aux travaux menés en vue de l'élaboration des directives de politique criminelle ou de l'exécution de ces directives.

**Art. 5.** Dans le cadre de l'élaboration d'une politique criminelle cohérente, qui tienne compte des compétences de l'État fédéral, d'une part, et de celles des communautés et des régions, d'autre part, le Collège des procureurs généraux fonctionne conformément aux articles 143<sup>bis</sup> et 143<sup>quater</sup> du Code judiciaire.

### TITRE III

#### La note-cadre sur la sécurité intégrale et le plan national de sécurité

**Art. 6.** L'harmonisation des politiques entre l'État fédéral, les communautés et les régions à propos de la Note-cadre sur la Sécurité intégrale et le Plan national de Sécurité se déroule dans le cadre de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité.

In functie van hun respectieve bevoegdheden zijn overeengekomen wat volgt :

### TITEL I. — Algemene doelstelling

**Artikel 1.** Dit samenwerkingsakkoord beoogt de samenhang van het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid te verbeteren door de deelstaten, wat betreft de materies die onder hun bevoegdheid vallen, veel nauwer te betrekken bij dat beleid. Alle betrokken departementen werken actief mee aan het waarborgen van de veiligheid in de samenleving.

### TITEL II. — Deelname van de gemeenschappen en gewesten in de vergaderingen van het college van procureurs-generaal

**Art. 2. § 1.** – De door gemeenschappen en gewesten afgevaardigde ministers nemen deel aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal wanneer die vergaderingen betrekking hebben op de bevoegdheden bedoeld in artikel 143<sup>quater</sup> van het Gerechtelijk Wetboek of wanneer het College van procureurs-generaal samenkomt op vraag van de federale minister van Justitie in het kader van de uitoefening van de bevoegdheden van artikel 143<sup>bis</sup>, § 2, 1<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek en er materies die verband houden met de bevoegdheden van gemeenschappen of gewesten worden besproken.

Ze nemen deel aan de vergaderingen van het College van procureurs-generaal wanneer die betrekking hebben op de vaststelling van de prioriteiten binnen de richtlijnen van strafrechtelijk beleid in het algemeen, met dien verstande dat ze zich elk uitspreken met betrekking tot hun eigen bevoegdheden.

§ 2. – Deze vergaderingen nemen plaats op uitnodiging van het College, de federale minister van Justitie of op verzoek van de door de gemeenschappen en gewesten afgevaardigde minister. De door de gemeenschappen en gewesten afgevaardigde ministers kunnen vragen dat punten die betrekking hebben op de bevoegdheden bedoeld in § 1 op de agenda van deze vergaderingen worden geplaatst.

§ 3. – Deze vergaderingen worden voorgezeten door de federale minister van Justitie.

§ 4. – Het in artikel 143<sup>bis</sup>, § 7, Ger. W. bedoelde verslag wordt tevens overgemaakt aan de regeringen van de gemeenschappen en de gewesten.

**Art. 3.** Het College van procureurs-generaal stelt in de aangelegenheden verband houdende met de bevoegdheden van gemeenschappen en gewesten expertisenetwerken in waarvan magistraten van het federaal parket, de parkettengeneraal, de parketten van de procureur des Konings, de arbeidsauditoraten-generaal en de arbeidsauditoraten deel uitmaken, naast ambtenaren en deskundigen aangewezen door de voor deze materies bevoegde minister(s) van de gemeenschappen en gewesten. Naargelang het geval doet het College van procureurs-generaal een beroep op de reeds bestaande expertisenetwerken die een aangelegenheid verband houdende met de bevoegdheden van gemeenschappen en gewesten bestrijken, stelt het gespecialiseerde werkgroepen in of richt het nieuwe expertisenetwerken op.

**Art. 4.** Binnen de daartoe door het College van procureurs-generaal opgerichte expertisenetwerken of gespecialiseerde werkgroepen nemen de ambtenaren en deskundigen aangewezen door de in artikel 3 bedoelde materies bevoegde minister(s) van gemeenschappen en gewesten deel aan de werkzaamheden voor het uittekenen van de richtlijnen van strafrechtelijk beleid of de uitvoering van die richtlijnen.

**Art. 5.** De werking van het College van procureurs-generaal verloopt, wat betreft de opmaak van een coherent strafrechtelijk beleid waarbij rekening gehouden wordt met de bevoegdheden van enerzijds de Federale Staat en anderzijds van de gemeenschappen en gewesten, overeenkomstig de artikelen 143<sup>bis</sup> en 143<sup>quater</sup> van het Gerechtelijk Wetboek.

### TITEL III

#### Kadernota integrale veiligheid en nationaal veiligheidsplan

**Art. 6.** De beleidsafstemming tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten inzake de kadernota integrale veiligheid en het nationaal veiligheidsplan vindt plaats in het kader van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Note-cadre sur la sécurité intégrale*

**Art. 7.** Un projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale est soumis par les ministres de l'Intérieur et de la Justice à la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité.

**Art. 8.** Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent proposer des initiatives en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, à reprendre dans le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

Les différents membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent, en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, formuler des propositions d'adaptation concernant le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale.

**Art. 9.** Un groupe de travail composé d'experts désignés par les membres de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité est chargé de préparer les décisions de la Conférence interministérielle de politique de maintien et de gestion de la sécurité. Le président du groupe de travail est désigné par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 10.** Le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale est transmis pour avis au Collège des procureurs généraux par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Celui-ci examine le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale à l'occasion d'une réunion à laquelle participent les ministres délégués par les Communautés et les Régions, sous la présidence du ministre fédéral de la Justice.

CHAPITRE 2. — *Plan national de sécurité*

**Art. 11.** Les ministres de l'Intérieur et de la Justice, arrêtent, comme prévu par la loi, tous les quatre ans un Plan national de Sécurité, après avis du ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, concernant les éléments de ce plan relatifs à la sécurité routière. Un projet de Plan national de Sécurité, ainsi que l'avis du ministre qui a la circulation routière dans ses attributions, sont soumis par les ministres de l'Intérieur et de la Justice à la Conférence interministérielle de Politique de maintien et de gestion de la sécurité, avant qu'il ne soit transmis pour avis motivé au Conseil fédéral de police.

**Art. 12.** Les différents membres de la Conférence interministérielle de Politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent proposer des initiatives en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, à reprendre dans le projet de Plan national de Sécurité. Les différents membres de la Conférence interministérielle de Politique de maintien et de gestion de la sécurité peuvent également, en fonction de leurs propres compétences et responsabilités, formuler des propositions d'adaptation concernant le projet de Plan national de Sécurité.

**Art. 13.** Un groupe de travail composé d'experts désignés par les membres de la Conférence interministérielle de Politique de maintien et de gestion de la sécurité est chargé de préparer les décisions de la Conférence interministérielle de Politique de maintien et de gestion de la sécurité. Le président du groupe de travail est désigné par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 14.** Le projet de Plan national de Sécurité est transmis pour avis au Conseil fédéral de police par les ministres de l'Intérieur et de la Justice.

**Art. 15.** Le projet de Plan national de Sécurité est transmis pour avis au Collège des procureurs généraux par les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Celui-ci examine le projet de Plan national de Sécurité à l'occasion d'une réunion à laquelle participent les ministres délégués par les communautés et les régions, sous la présidence du ministre fédéral de la Justice.

HOOFDSTUK 1. — *Kadernota integrale veiligheid*

**Art. 7.** De ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie leggen een ontwerp-kadernota integrale veiligheid voor aan de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid.

**Art. 8.** De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, initiatieven voorstellen om op te nemen in de ontwerp-kadernota integrale veiligheid.

De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid kunnen, in functie van hun bevoegdheden en verantwoordelijkheden, aanpassingsvoorstellen doen voor de ontwerp-kadernota integrale veiligheid.

**Art. 9.** Een werkgroep, samengesteld uit experts aangeduid door leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid is belast met de voorbereiding van de beslissingen van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid. De voorzitter van de werkgroep wordt aangeduid door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

**Art. 10.** De ontwerp-kadernota integrale veiligheid wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies aan het College van procureurs-generaal voorgelegd. Het College onderzoekt de ontwerp-kadernota integrale veiligheid tijdens een vergadering in aanwezigheid van de door de gewesten en gemeenschappen afgevaardigde ministers en onder voorzitterschap van de federale minister van Justitie.

HOOFDSTUK 2. — *Nationaal veiligheidsplan*

**Art. 11.** De ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie stellen, zoals wettelijk voorzien, om de vier jaar een Nationaal Veiligheidsplan vast na advies van de minister bevoegd voor verkeer betreffende de elementen van dit plan die betrekking hebben op de verkeersveiligheid. Een ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan, alsmede het advies van de minister bevoegd voor verkeer, worden door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid en dit vooraleer het wordt overgemaakt aan de Federale Politieraad met het oog op een gemotiveerd advies.

**Art. 12.** De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid kunnen, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, initiatieven voorstellen die zullen worden opgenomen in het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan. De verschillende leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid kunnen ook, vanuit hun eigen bevoegdheden en verantwoordelijkheden, voorstellen tot aanpassing formuleren betreffende het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan.

**Art. 13.** Een werkgroep, samengesteld uit deskundigen aangewezen door de leden van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en handhavingsbeleid, is belast met de voorbereiding van de beslissingen van de Interministeriële Conferentie inzake Veiligheids- en Handhavingsbeleid. De voorzitter van de werkgroep wordt aangeduid door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

**Art. 14.** Het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies overgemaakt aan de federale politieraad.

**Art. 15.** Het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan wordt door de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie ter advies aan het College van procureurs-generaal voorgelegd. Het College onderzoekt het ontwerp van Nationaal Veiligheidsplan tijdens een vergadering in aanwezigheid van de door de gewesten en gemeenschappen afgevaardigde ministers en onder voorzitterschap van de federale minister van Justitie.

**TITRE IV. — Service d'appui commun**

**Art. 16.** Le « Service d'appui commun » du ministère public offrira son soutien tant à la politique criminelle fédérale que fédérée.

Ainsi fait à Bruxelles, le 7 janvier 2014.

Pour l'État fédéral :

Le premier ministre,  
E. DI RUPO

La ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET

La ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Pour la Communauté flamande et la Région flamande :

Le ministre-président,  
K. PEETERS

Le ministre de l'Administration intérieure,  
G. BOURGEOIS

Pour la Communauté française :

Le ministre-président,  
R. DEMOTTE

Pour la Communauté germanophone :

Le ministre-président,  
K.-H. LAMBERTZ

Pour la Région wallonne :

Le ministre-président,  
R. DEMOTTE

Pour la Région Bruxelles-Capitale :

Le ministre-président,  
R. VERVOORT

Pour la Commission communautaire commune :

Le ministre-président,  
R. VERVOORT

Pour la Commission communautaire française :

Le ministre-président du Collège,  
Ch. DOULKERIDIS

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2015.

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,  
R. VERVOORT

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,  
G. VANHENGEL

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,  
D. GOSUIN

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,  
P. SMET

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,  
Mme C. FREMAULT

Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2014-2015

A-86/1 Projet d'ordonnance

A-86/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 13 mars 2015

**TITEL IV. — Gemeenschappelijke ondersteuningsdienst**

**Art. 16.** De « Gemeenschappelijke ondersteuningsdienst » van het openbaar ministerie zal ondersteuning bieden aan zowel het federaal als het deelstatelijk strafrechtelijk beleid.

Gedaan te Brussel op, 7 januari 2014.

Voor de Federale Staat :

De eerste minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest :

De minister-president,  
K. PEETERS

De minister van Binnenlands Bestuur,  
G. BOURGEOIS

Voor de Franse Gemeenschap :

De minister-president,  
R. DEMOTTE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De minister-president,  
K.-H. LAMBERTZ

Voor het Waalse Gewest :

De minister-president,  
R. DEMOTTE

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De minister-president,  
R. VERVOORT

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De minister-president,  
R. VERVOORT

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De minister-president van Het College,  
Ch. DOULKERIDIS

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 maart 2015.

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,  
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,  
G. VANHENGEL

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Teverkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,  
D. GOSUIN

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,  
P. SMET

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,  
Mevr. C. FREMAULT

Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2014-2015

A-86/1 Ontwerp van ordonnantie

A-86/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 13 maart 2015